REPUBLIQUE FRANÇAISE « *LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE* » DEPARTEMENT DU CHER

3ème Circonscription : Saint-Amand-Montrond

ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin du 5 Mars 1967

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, en proposant une équipe jeune à vos suffrages, met en évidence sa volonté d'adaptation de la vie politique aux réalités du monde moderne.

Cette volonté s'est déjà traduite par le regroupement en son sein du Parti Socialiste S.F.I.O., du Parti Radical Socialiste, de nombreux Clubs appartenant ou non à la Convention des Institutions républicaines ; elle donne ainsi l'exemple de l'union et de la simplification de la vie politique.

Elle présente un programme, réalisable dans les cinq années de la prochaine législature. Elle invite chaque Française et chaque Français à participer, en acceptant le contrat qu'elle propose, à la lutte pour la démocratie, le progrès et la paix.

POUR LA RÉPUBLIQUE DES CITOYENS.

Contre la politique de pouvoir personnel actuelle, et la dégradation des institutions, nous réclamons la liberté de l'information et l'indépendance de la Radio-Télévision, la suppression de la législation d'exception, l'abolition des restrictions au droit de grève, la reconnaissance des syndicats dans l'entreprise, le droit de s'épanouir pour les communes, actuellement écrasées par des dépenses qui devraient incomber à l'Etat.

Pour assurer la stabilité gouvernementale, nous proposons *un contrat de législature* entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement, avec retour devant les électeurs en cas de crise ministérielle.

POUR UNE ÉCONOMIE DE PROGRÈS.

Contre la stagnation actuelle de l'économie qui compromet l'avenir, nous proposons une politique d'expansion fondée sur *un plan* démocratiquement élaboré, décidé et contrôlé.

Pour assurer *la justice fiscale*, nous proposons notamment le relèvement de l'abattement à la base pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la création d'une banque nationale d'investissements.

Nous lutterons contre la spéculation sur les terrains, pour permettre aux collectivités de disposer des moyens nécessaires à *une politique d'expansion, d'équipement et de logement.*

Notre politique d'aménagement du territoire tiendra le plus grand compte des *réalités régionales.*

POUR une AGRICULTURE MODERNE et PROSPÈRE

Une politique cohérente doit d'abord assurer aux agriculteurs la *parité des revenus.* La suppression, par le pouvoir gaulliste, de l'indexation des prix accordée aux producteurs agricoles par le Gouvernement GAILLARD (auquel participait toute la gauche non communiste) a gravement atteint les intérêts légitimes des agriculteurs. Le soi-disant plan de stabilisation a bloqué la progression des revenus agricoles, mais a toléré la progression d'un ensemble de prix ayant des influences directes sur ces revenus. La non-application de la loi d'orientation fait de celle-ci une nouvelle duperie dont sont victimes les paysans.

Nous voulons *rechercher de nouveaux débouchés,* notamment par une politique européenne cohérente et la création d'un office de la viande, et assurer la *hausse des revenus agricoles* par la modernisation de la production, la réforme de la distribution, le développement de l'Enseignement et l'association de l'Agriculture aux industries alimentaires.

POUR LA JUSTICE SOCIALE.

Une vraie démocratie reconnaîtra les droits économiques et sociaux : *le droit au travail* par le relèvement des salaires, traitements et retraites, la réduction progressive du temps de travail, l'abaissement progressif de l'âge de la retraite, la suppression des zones de salaires, le plein emploi, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et la croissance de la production, des mesures permettant les reconversions et le recyclage ; *le droit à la solidarité nationale* pour les handicapés, les victimes de guerre, les anciens combattants, les rapatriés ; *le droit à la vieillesse heureuse ; le droit à la santé* par un effort d'équipement hospitalier, la généralisation des conventions entre le corps médical et la sécurité sociale ; la création d'un office central des industries pharmaceutiques ; *le droit à l'égalité* pour la femme, notamment par le respect du principe « à travail égal salaire égal », et par l'abrogation des textes qui interdisent le contrôle des naissances ; *le droit au logement* par la construction de logements sociaux en nombre suffisant.

POUR LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS A L'ÉDUCATION NATIONALE

Un enfant qui fréquente une école de village doit avoir les mêmes chances que celui de la ville. Celui qui naît dans un foyer modeste doit avoir les mêmes chances que celui qui naît dans une famille aisée. Grandes Ecoles, Universités, postes de direction, doivent être accessibles à tous les jeunes *sans aucun privilège de naissance.*

En attribuant solennellement *la priorité des priorités à l'Education Nationale,* nous voulons donner à l'Ecole publique tous les moyens d'assurer à chacun l'égalité des chances. Une telle politique implique : la prolongation de la scolarité obligatoire, la revalorisation de la fonction enseignante, le rétablissement de l'indépendance de l'Université,

le développement des constructions scolaires, l'institution d'une allocation d'études.

L'adaptation de notre enseignement appelle en outre une réforme du baccalauréat, le développement de l'enseignement technique, une information sérieuse sur les carrières et les débouchés.

POUR LA PAIX.

Nous refusons la politique gaulliste, basée sur le nationalisme, qui isole notre pays. *Nous voulons que la France renonce à la force de frappe* inutile, ruineuse et dangereuse. Convaincus que s'impose à tous les hommes de raison et de cœur *une politique de désarmement* général, simultané et contrôlé, nous nous engageons à signer les accords de Moscou sur la cessation des essais nucléaires et à ramener notre pays à la Conférence de Genève.

Attachés au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous demandons le réglement du problème vietnamien par la négociation. Favorables à une profonde réforme de l'Alliance Atlantique, nous souhaitons que finalement soit substituée aux pactes militaires la coopération fraternelle des peuples. C'est pourquoi nous réclamons la réunion d'*une conférence mondiale sur la coexistence pacifique et la sécurité collective*.

Face à la soi-disant Europe des gouvernements et des technocrates que nous offre le gaullisme, nous voulons accélérer la mise en place des institutions communautaires, *construire l'Europe des travailleurs*, animée par un parlement européen élu au suffrage universel. Enfin, nous voulons une politique d'aide au Tiers-Monde qui favorise le développement des peuples et non le standing des gouvernements.

POUR QUE REVIVE LE SAINT-AMANDOIS.

La médiocrité de l'équipement sur le plan du logement, des écoles, de l'emploi ; les difficultés que connaissent les petits exploitants agricoles ; les salaires trop modestes et plus bas en Saint-Amandois que dans le reste du département accentuent parmi les jeunes générations un mouvement de dépopulation qui, dans l'intérêt de tous, doit absolument être freiné. En outre, l'implantation d'installations atomiques à Avord et l'extension du Polygone, avec les menaces qu'elles font peser sur des familles d'agriculteurs frappées d'expropriation et le danger qu'elles constituent pour la sécurité des habitants, posent de nouveaux et graves problèmes qu'il faut résoudre par la suppression de la force de frappe, la reconversion de l'industrie nucléaire à des fins pacifiques et le réemploi de la main-d'œuvre dans les industries locales.

Ce qui doit être établi d'abord, c'est *l'inventaire de la situation présente et des besoins prioritaires*, puis un *plan de réalisations* sérieusement élaboré et scrupuleusement appliqué. Ce travail implique la création d'un Centre d'études et de promotion du Saint-Amandois, rassemblant toutes les bonnes volontés et notamment les animateurs des forces vives de la région (élus cantonaux et municipaux, syndicalistes ouvriers et paysans, industriels, commerçants, artisans) qui orientera ses recherches dans les directions suivantes :

A LA CAMPAGNE

Sauvegarde de la petite exploitation tout en assurant une amélioration des conditions matérielles et morales d'existence ; aide aux communes ; amélioration de l'équipement rural ; implantation localisée de petites industries.

A LA VILLE

Extension des industries existantes et installation de nouvelles industries ; construction de logements sociaux accessibles aux revenus modestes. Extension de l'équipement scolaire : construction du nouveau lycée de Saint-Amand, promis depuis de longues années et jamais entrepris ; réalisation d'installations socio-culturelles ouvrant efficacement aux jeunes et aux adultes de plus larges possibilités d'épanouissement par la culture.

Enfin, *le tourisme* peut, dans cette partie du Berry riche en souvenirs archéologiques et en horizons agréables et calmes, devenir la première des industries. Une action en ce sens appelle une extension considérable de notre équipement hotelier et de plein air.

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste s'engage à réaliser au pouvoir ce programme qu'elle vous propose.

Mais sa réalisation dépend d'abord de vous. De même que vous avez, en décembre 1965, donné en Saint-Amandois, la majorité absolue à François Mitterrand. de même vous allez donner à l'homme qui fut son représentant dans le Cher pendant la campagne présidentielle, le mandat de vous représenter à l'Assemblée Nationale, affirmant par votre vote que vous voulez mettre la démocratie au service de l'Homme, l'expansion au service de la justice, l'Europe au service de la paix.

VU, LE CANDIDAT :

Roger FAJARDIE
Conseiller Municipal de La Groutte,
Membre du Comité national
et Président départemental de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Docteur Michel BIBANOW
Maire de Blet,
Membre du Comité Central de la Convention des Institutions Républicaines.

Imp GRAUX, St-Amand